N° 68. MERCREDI. 26 AOUT 1835.

Le prix de l'abonnement à cette feuille, qui paraît les Mercredis et Samedis, est de 5 fl. pour 6 mois, et de 5 fl. 52 cts. pour la recevoir par la poste, franche de port.

JOURNAL
DE LA VILLE
ET DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

Pour les Abonnemens, Insertions, Correspondances, Annonces, etc., s'adresser à l'Imprimerie du Journal. Les Insertions coûtent 10 cents par ligne d'impression.

ALLEMAGNE. — *Francfort*, 18 *août*.

On écrit de Berlin, 15 août :

« Depuis le 5 août, la tranquillité n'a plus été troublée dans cette capitale; les seules réminiscences ont été deux pamphlets, affichés sous les tilleuls place de Donho.

» On a loué ici un des plus beaux appartemens pour le nouvel ambassadeur anglais, sir Robert Adair, qui est attendu aujourd'hui à Potsdam, où quelques membres de la légation anglaise sont allés à sa rencontre.

» Il se rendra d'ici à Kalisch et à Tœplitz où se trouveront outre les trois grands monarques de Russie, d'Autriche et de Prusse, ceux de Bavière, de Wurtemberg et de Saxe et les grands-ducs de Bade et de Weimar.

» Le prince héréditaire de Prusse est de retour de son voyage en Italie et en Bavière, et après avoir passé la nuit du 12 au 13, au château Sans-Souci; il a continué son chemin pour Dantzick.

» Parmi l'artillerie qui part pour le camp de Kalisch on trouve plusieurs pièces à piston. » (*Hamb. corresp.*)

— On écrit de Tœplitz, 8 août :

« Depuis trois jours, Charles X avec sa suite, composée d'une cinquantaine de personnes et le duc de Bordeaux, sont arrivés ici. La santé du vieux roi paraît être parfaite. On attend le duc et la duchesse d'Angoulême et Mlle, sœur du duc de Bordeaux. »

ANGLETERRE. — *Londres*, 21 *août*.

Le *Times* publie une lettre de Santander, dans laquelle on remarque les passages suivans :

« Le 1^er^ juillet, sept officiers (six français et un polonais) s'embarquèrent à Jersey sur un petit cutter, et débarquèrent à environ six milles de cette ville, ils proclamèrent don Carlos roi, et cherchèrent aussitôt à rejoindre le camp carliste. Arrêtés, ils furent conduits dans la prison de cette ville. La semaine derniere, une cour martiale, composée entièrement d'officiers espagnols, se réunit pour les juger. On les trouva coupables d'avoir voulu exciter à la rébellion le peuple loyal de Santander, et ils furent condamnés à être fusillés. Cette sentence a été exécutée mercredi dernier, à trois heures après-midi, en présence d'une foule immense. Le lieutenant-colonel Dickson (du corps auxiliaire anglais) et les officiers du 7^me^ régiment d'infanterie légère irlandais adressèrent un mémoire au général Banos, pour le prier de demander grâce à la reine. S. Exc. refusa de recevoir la requête, prétextant qu'il n'était pas en son pouvoir d'intercéder pour eux.

» Une lettre du 11 annonce que deux marins anglais, surpris près de Bilbao, ont été fusillés par les carlistes.

» Le *Standard* fait, à propos de ces boucheries réciproques, des réflexions fort justes. Il n'est pas étonnant, bien que ce soit déplorable, de voir les carlistes se livrer à de sanglantes représailles. La nature de cette guerre, ajoute-t-il, est une véritable honte pour l'Europe entière. Du reste, il est aisé de voir, d'après la tournure que prennent les affaires en Espagne, que cet état de chose doit se terminer par le triomphe du jacobinisme ou par celui de l'absolutisme. Dans tous les cas, ce sera l'établissement d'un système de terreur. »

FRANCE. — *Paris*, 20 *août*.

On lit dans le *Bon Sens* :

« Mercredi soir, à huit heures moins un quart, les détenus Rossignol, Coudert et Richemont se sont évadés de la prison de Sainte-Pélagie. On doit se rappeler que M. Rossignol est un condamné de juin qui avait encore cinq ans à faire. Coudert, condamné légitimiste de l'attentat de la rue des Prouvaires, avait encore deux ans de détention à subir; quant à Richemont, il se donnait la qualification de duc de Normandie (Louis XVII), il avait à peine commencé ses douze années de détention. »

— Le mouvement qui agite l'Espagne a déjà rejeté, nous dit-on, un grand nombre d'officiers généraux ou supérieurs sur notre frontière.

A Llauder et à Coluby, il faut ajouter le général La Hera, le même qui, après la levée du siége de Bilbao, avait été mis à la retraite, et qui se trouvait à Bilbao, nous dit-on, dans la salle même du palais, au moment où le général Bassa a été massacré et jeté par la fenêtre. Vêtu en bourgeois, le général La Hera n'a été l'objet d'aucune violence.

Il se confirme qu'à Saragosse le capitaine général a été tué. Murcie a eu aussi ses scènes de violences contre les couvens. Des moines ont été brûlés.

Les officiers et officiers supérieurs surtout voudraient bien s'opposer au mouvement; mais il paraît que partout la troupe et les sous-officiers le secondent, ou du moins restent impassibles. C'est ce qui expliquerait la grande émigration d'officiers dont on parle.

Du 21. — Un voyageur qui vient de parcourir les provinces centrales et le midi de la France, nous adresse les détails que l'on va lire sur l'état de l'opinion publique :

« Il est difficile de se faire une idée de l'état d'anxiété où se trouve la France; les événemens ont répandu une sorte de terreur panique; le présent inquiète, on envisage l'avenir avec effroi. Il n'y a aucune confiance dans le pouvoir et on regarde sa situation comme n'étant pas tenable. On craint par dessus tout une révolution nouvelle, en détestant la révolution passée. Si on reste comme l'on est, c'est dans la crainte de rencontrer pis. On ne veut de la république à aucun prix, mais une sorte d'instinct d'humanité et de générosité désavoue les mauvais traitemens exercés envers les prisonniers d'avril. On redoute de réfléchir et de raisonner; l'agitation est sourde et silencieuse; on voudrait l'ordre et le repos à tout prix, mais on ne voit pas leur rétablissement dans les mesures que prend le ministère. On a la conviction qu'elles n'amèneront que de nouveaux malheurs et que ce qui n'est pas arrivé un jour, pourra se représenter dans un autre tems.

» Du reste grand empressement de savoir ce qui se passe à Paris. On questionne avec une avide curiosité mêlée d'effroi les voyageurs qui viennent de la capitale. Le commerce souffre de cet état des esprits; les bourses se resserrent; les physionomies sont tristes et assombries. Qu'allons-nous devenir, disent les hommes qui réfléchissent? Encore un crime! encore de l'arbitraire! encore de la honte! quelle misérable situation pour le beau pays de France!

» La confiance pour les royalistes renaît partout. La conduite des hommes nationaux et du clergé, la sage direction généralement suivie par la presse monarchique, frappent vivement les esprits. Les hommes de la révolution sont jugés et ceux de la restauration rétablis dans l'estime de tous les amis de l'ordre et de la liberté.

» Ce que le pouvoir a perdu depuis un an ne se peut concevoir. Ce sont ses meilleurs amis qui lui nuisent le plus. C'est un grand pas fait vers un dénouement. La force des choses, la puissance des événemens, l'expérience faite de cette révolution et des doctrinaires, par dessus tout la main de la Providence achèveront une restauration si bien commencée. » (*Gazette.*)

Du 22. — Le bruit se répand à Dijon qu'à la suite d'une émeute fortement organisée dans la maison centrale de Clairvaux, tous les condamnés, après avoir égorgé directeur, geoliers, et s'être livrés aux plus déplorables excès, se sont répandus dans les campagnes environnantes. Des troupes et des corps de gendarmerie sont, dit-on, partis en toute hâte, et déjà 400 de ces misérables seraient sous la main de la justice.

Pendant cette terrible équipée, le juste-milieu faisait cheminer vers cette maison des condamnés politiques, entre autres M. Trélat, rédacteur du *Patriote du Puy de Dôme :* il est à présumer que son voyage ne s'achèvera pas paisiblement.

— La cour de cassation a prononcé aujourd'hui son arrêt dans l'affaire de la Roncière. Le pourvoi a été rejeté.

— La loi sur le jury a été adoptée par la chambre des députés, à la majorité de 224 voix contre 149, après une orageuse discussion qui s'est prolongée pendant cinq séances. Trois innovations très-graves sont apportées, par cette loi, à l'état de la législation. La majorité du jury nécessaire pour déclarer la culpabilité sera dorénavant de sept voix seulement, et non de huit; le vote, au lieu d'être oral, sera secret; la peine de la déportation, au lieu d'être convertie en détenrion perpétuelle en France, sera subie dans une prison hors du territoire continental français.

— De vives alarmes paraissent s'être répandues par la suite de la présentation de la loi sur la presse dans les nombreux ateliers d'imprimerie de la capitale, et de toutes les branches qui s'y rattachent. On y signe des pétitions à la chambre des députés.

— Le *Moniteur*, en disant que don Carlos dirige ses efforts sur la Castile, ne fait que confirmer nos assertions, et nous ajouterons que don Carlos, étant déjà entré en Castille, dirige ses efforts sur Burgos, dans l'intention d'obtenir sa reconnaissance des souverains qui vont se réunir à Tœplitz. Nous apprenons que don Carlos est entré à Pancorbo sans coup férir, car la troupe de ligne, sous le commandement du brigadier Bedoya, qui s'y trouvait, s'est replié sur Burgos. Il paraît que don Carlos doit attendre Mérino et Cuevillas avec leurs bandes à Pancorbo, pour continuer sa marche sur Burgos, qui est à huit lieues de Pancorbo. (*Messager.*)

AFFAIRES D'ESPAGNE.

Les événemens se pressent en Espagne. On a par Marseille des nouvelles de Valence; elles portent que les Valenciens ont dépêché à Barcelonne, afin que les deux juntes s'entendent avec celle de Saragosse pour le gouvernement provisoire à former pour l'ancien royaume d'Aragon. Une députation de la garde civique d'Alicante est arrivée par mer, à Valence, avec la nouvelle que la susdite garde s'y est emparée de l'autorité jusqu'à ce qu'une constitution soit proclamée.

— Une lettre de Valence du 8, venue par Barcelonne, donne de très-longs détails sur l'exécution des prisonniers dont nous avons parlé; elle ajoute que les portes de la ville ont été fermées toute la journée du 6.

On craignait, dit le correspondant, un débordement des gens de la campagne, et, en effet, ils se sont présenté à la porte le 7 au matin, armés de sabres et d'escopettes, déclarant qu'ils ne voulaient plus de dîmes et qu'ils entendaient, quant aux droits d'octroi, les payer selon le tarif de 1808. La ville était fort effrayée. Elle craignait des scènes de pillage et de meurtre si les campagnards forçaient l'entrée. On disait avoir entendu la nuit la terrible *Caracol*, trompe marine au moyen de laquelle les paysans s'appellent quand ils veulent faire un coup. Ce signal, si funeste aux Français, est tellement redouté qu'il y a peine de mort contre celui qui le donne. Cependant les affaires n'ont pas tourné si mal qu'on craignait. Les portes ont été ouvertes; mais par une disposition du capitaine général, tous les droits d'entrée ont été supprimés pour la journée d'hier, et l'on a vu entrer toute sorte de denrées sans droit.

— On lit dans le *Journal de Paris :*

« Les nouvelles d'Espagne sont de plus en plus affligeantes.

» A Mataro et sur différens points, il y a eu de nouveaux mouvemens populaires, aux cris de : *Mort aux moines ! mort aux nobles ! mort aux riches ! vive la liberté !*

» A Taragone, le lieutenant du roi et le major de place ont été égorgés.

» Valence a été également le théâtre de scènes déplorables.

» A Barcelonne, les proclamations se multiplient. On appelle les habitans aux armes pour exterminer les carlistes et soutenir le mouvement populaire. »

— On écrit de Bayonne, le 17 août :

« Les nouvelles du quartier-général de don Carlos sont datées d'Orduna, 12 au soir. Ce prince avait quitté Puente-Larra, le 11, pour aller coucher à Erpejo, d'où il était parti, le 12 au matin, pour Berlecrana, continuait sa route vers Orduna, où il est arrivé dans la soirée. Les forces christinos, sous les ordres de Cordova, se trouvaient stationnées, pendant toute la nuit du 11 au 12, à trois lieues d'Erpejo. On dit que don Carlos n'a pas poussé plus loin vers la Castille, et que, s'il se porte maintenant du côté d'Orduna, c'est que ce mouvement latéral rentre dans la combinaison du plan général d'opérations, arrêté de concert avec ses généraux, et dont le but n'est connu que de ce conseil. Dans la nuit du 10 au 11, la division christinos, commandée par Beduja, et composée de 2,000 hommes, a quitté sans bruit Pancorvo où les carlistes sont entrés le 11 au matin; ils y ont désarmé 80 urbains, et après avoir recueilli les divers effets militaires qui s'y trouvaient, ils se sont retirés assez tard dans la nuit. »

— Les journaux de Madrid du 13 et du 14 nous sont parvenus aujourd'hui. Les événemens qui agitent les provinces sont l'objet de toutes les préoccupations de la cour et de la ville. Une sourde fermentation règne dans le peuple, et l'on craint à chaque instant qu'elle n'éclate en une révolution dont la première conséquence serait le renvoi de Christine. Aussi prend-on les mesures les plus fortes pour prévenir cette explosion.

Par un premier décret, les autorités qui ne feront pas usage de la force publique pour soutenir l'empire de la loi et châtier d'une manière exemplaire les auteurs et les complices de tels attentats, seront immédiatement suspendus de leurs fonctions.

Un second décret porte : Toute réunion de dix individus armés devra être dispersée par la force après trois sommations. Tout individu arrêté dans un attroupement après trois sommations, sera envoyé aux galères pour huit ans dans les pays d'outre-mer. Les curieux arrêtés après une première sommation, seront condamnés aux travaux forcés pour un an.

Une autre mesure bien plus significative que celle dont nous venons de parler, c'est l'ordre expédié à Cordova de détacher 5000 hommes de l'armée du Nord pour se porter dans l'Aragon et dans la Catalogne. Cet acte désespéré en présence de l'armée de Charles V entrant en Castille, indique mieux que tout ce que nous pourrions dire la position du gouvernement usurpateur. C'est en vain qu'il attend les auxiliaires portugais, nous savons qu'à Lisbonne on est peu disposé, pour ne pas dire dans l'impossibilité, de dégarnir les provinces de soldats qui peuvent à peine y maintenir l'ordre. La *Gazette de Madrid* pourrait donc se dispenser de tracer leur itinéraire par Valladolid et d'y préparer même leurs logemens. Il y a long-tems que nous sommes habitués à ces manœuvres qui ne peuvent plus tromper personne après avoir été exploitées pendant près d'une année par tous les journaux de Madrid.

La garnison de Madrid est sous les armes depuis deux jours par mesure de précaution. La brigade de marine est partie ce matin pour Guadalaxara. On attribue son éloignement aux rixes continuelles des soldats de ce bataillon avec d'autres de la garde. Il est à remarquer que c'est ce même bataillon qui s'insurgea dans l'île de Léon lors de l'expédition du malheureux Torrijos.

— Don Carlos a été proclamé à Palma, île de Majorque.

— La Catalogne et l'Aragon, sans avoir entièrement secoué l'autorité de Christine, lui imposent des conditions telles, que les accepter est se perdre entièrement.

— L'autorité de la reine n'est maintenue à Madrid que par quatre régimens restés fidèles, mais qui sont tellement travaillés qu'on craint à chaque instant leur défection.

— M. de Toreno a désavoué son dernier rapport; il propose de sacrifier cinq de ses collègues et de prendre les nouveaux parmi les hommes les plus avancés dans l'opinion radicale. (*G. de France.*)

— Le mouvement révolutionnaire préparé de longue main à Madrid a éclaté le dimanche 16 à l'occasion d'une course de taureaux. Les détails manquent, mais la nouvelle paraît positive.

On diffère sur le caractère et sur le but de cette collision. Il y a eu, dit-on, résistance de la troupe et combat avec le peuple. Le ministère se serait retiré, abandonnant le pouvoir à une junte suprême qui se serait organisée sous l'influence du comte de Las Navas qui est à la tête de l'insurrection. Selon les uns, la portée de cet événement s'arrêterait à un changement de ministère, qui jetterait les rênes du gouvernement dans les mains des chefs de l'opposition démocratique, les Galiano et les Calatavra, et la régente Christine adopterait ce ministère, comme elle a adopté les précédens.

Selon d'autres, Christine serait obligée de fuir, laissant sa fille comme un instrument entre les mains des révolutionnaires qui intrônisent partout l'anarchie aux cris de : Vive Isabelle II. Enfin, on prétend que les jours de M. de Toreno auraient été sérieusement menacés.

On ne peut tarder à être éclairé sur un événement qui n'est que la conséquence des insurrections de Barcelonne, Saragosse et de Valence.

— On lit dans le *Moniteur* :

« Un courrier de commerce, passant par Oleron, le 19, a annoncé que le 16 un mouvement avait été tenté à Madrid aux cris de : Vive Isabelle II ! mais que la garde royale avait détruit les barricades que l'on cherchait à établir, et avait désarmé les urbains.

» A Barcelonne, on ne parle plus de la constitution de 1812; mais une proclamation de la junte, en date du 13, parle des garanties à obtenir par une nouvelle charte, et de demander pour chaque province le droit de lever, répartir et employer ses contributions.

» Un armement général est ordonné contre les carlistes. »

— L'*Echo* du 16 août rapporte les faits suivans :

« Le 15 août au soir, on a remarqué quelqu'agitation dans la capitale. Plusieurs tambours de la milice urbaine battaient dans les rues, et les miliciens se rendaient aux lieux de réunion. A dix heures du soir, 3 bataillons de la milice urbaine étaient rangés sur la place Major avec quelques citoyens qui s'étaient joints à eux; un autre bataillon a pris position sur la place du Roi avec un régiment de la garde royale à pied.

» Voici quelle est la cause de ce mouvement : Au retour du combat des taureaux, les deux compagnies qui étaient de service déclarèrent qu'elles ne déposeraient les armes qu'après le renvoi du ministère et l'adoption des mesures énergiques qu'exige l'état de la nation. Il paraît que les différens corps de la garnison sympathisent avec la milice.

» *2 heures du matin.* — La plus grande tranquillité règne dans la ville. »

Revista du 16 août.

« Deux heures du matin.

» Ce soir, lorsque le détachement de la milice urbaine qui était de service au théâtre où avait lieu la course de taureaux, fut arrivé sur la place du Prado, au lieu de rompre les rangs comme de coutume, il resta pendant dix à douze minutes dans le silence le plus absolu. En attendant le roulement du tambour, des individus composés en détachement se formèrent en cercle, et crièrent: Vive la liberté! A bas les ministres! Ils tirèrent en l'air deux coups de fusil à un léger intervalle l'un de l'autre; au second coup, les tambours du 4e bataillon de la milice se dispersèrent par la ville en battant la générale.

» Aussitot plusieurs miliciens et des bourgeois en armes accoururent sur la place qui fut bientôt couverte d'hommes armés, qui élevèrent des barricades. En dehors des barricades, on plaça des sentinelles avancées qui crièrent : *Qui vive?* et défendirent l'entrée de la place à tous ceux qui n'avaient pas d'uniforme. Quelques patrouilles de cavalerie parcouraient les rues en criant, *Qui vive?* aux autres patrouilles qu'elles rencontraient. Les escadrons de cavalerie de la milice urbaine quittèrent la place du Prado à dix heures du soir, et firent des patrouilles dans les principales rues de la capitale.

» Les patrouilles, en se rencontrant, échangèrent avec celles de la cavalerie royale les cris de *vive Isabelle! vive la liberté!* On dit que le capitaine général a pris position aux environs de la fontaine de Cybèle, qui sont occupés par des forces considérables de la garnison. Au moment où nous écrivons, nous croyons que toutes les avenues de la place Major sont occupées. Demain nous donnerons à nos lecteurs de plus amples renseignemens sur ces événemens.

» Les barricades ont été formées avec les charrettes qui se rendaient au marché. La cavalerie de la milice en passant au Prado, y avait trouvé la garnison rangée en bataille, et celle-ci, loin de mettre obstacle à sa marche, fraternisa avec elle sans cependant vouloir engager sa responsabilité. Les troupes de la garnison ont passé toute la nuit en observation au Prado.

» Cette immobilité a permis aux insurgés d'élever de toutes parts des barricades, et ce matin les rues de la capitale interceptées par des charrettes et des palissades présentent un étrange spectacle. Dans la grande rue même on voit un large fossé creusé dans le but d'empêcher la cavalerie de pénétrer dans ce quartier.

» A une heure du matin, une députation a été envoyée à la reine pour lui soumettre neuf propositions. La réponse n'est pas encore arrivée; mais on croit et l'on dit que la reine a donné l'assurance qu'elle allait rentrer immédiatement à Madrid.

» Le général Quesada, dit-on, en passant à midi devant un détachement de miliciens, leur a adressé des paroles si vives que ceux-ci, pour venger l'insulte qui leur était faite, ont tiré sur le général, mais sans l'atteindre. Celui-ci n'a dû son salut qu'à l'intervention des officiers, qui ont eu beaucoup de peine à modérer le courroux de leurs soldats.

» La réponse de la reine est attendue avec autant d'impatience que d'anxiété; un refus de sa part pourrait entraîner les plus funestes conséquences. La milice urbaine est divisée, les chefs ne veulent pas de la constitution de 1812, objet des vœux d'une partie des miliciens; cette division pourrait être le signal d'affreux malheurs; et la milice citoyenne est peut-être appelée à présenter le hideux spectacle de camarades et de frères s'égorgeant entre eux. On ne peut se le dissimuler, la crise est très-grave, et il ne faut qu'une étincelle pour déterminer l'explosion; tout dépendra de la décision que prendra l'autorité royale : les partis sont en présence.

» L'effusion du sang peut encore être prévenue.

» Les troupes de la garnison, rangées en bataille au Prado, se composent du 3e régiment de cavalerie légère, deux régimens de la garde, un bataillon de milice provinciale de la garde, un escadron de grenadiers à cheval, un de cuirassiers et le 21e de ligne. Douze pièces d'artillerie sont disposées sur la place. »

Voici la proclamation de la milice urbaine. Nous ferons remarquer qu'elle sort de l'imprimerie royale.

La milice urbaine de Madrid au peuple de cette ville et à sa brave garnison.

« Concitoyens!

» L'objet qui nous a rassemblés est de renverser ce ministère » inconsidéré qui en environne le trône, qui, par ses conseils, » l'entraîne au précipice, et qui réduit notre patrie à l'anarchie la » plus épouvantable. Un exposé dans lequel nous présentons ces » vérités à Sa Majesté avec autant d'énergie que de respect, sera » en peu d'heures dans ses royales mains.

» Concitoyens! nous avons tous juré de ne pas déposer les armes » avant d'obtenir ce que nous réclamons.

» Habitans de Madrid! ne craignez pas que la paix de vos foyers » soit troublée. Nous avons juré de punir de mort tout malfaiteur » qui, sur une fausse interprétation de notre noble démarche (*pro-* » *nunciamiento*), oserait commettre le plus petit excès.

» Concitoyens! *Vive Isabelle II! vive la liberté! vive la reine* » *régente! tombe le ministère!*

» Madrid, le 16 août 1835. » (*De l'imprimerie royale.*)

Tous les journaux de Madrid, du 15, publient les proclamations de la municipalité populaire de Barcelonne. La censure leur avait d'abord interdit la reproduction de ces documens.

— Nous recevons des nouvelles de Barcelonne en date du 14 août :

« Une publication de la junte invite les familles aisées qui ne fourniraient pas de volontaires, à verser dans la caisse publique la somme nécessaire à l'équipement et à l'entretien d'un ou de plusieurs hommes des corps de miquelets ou de la milice active.

» La junte a fait imprimer un manifeste adressé à tous les Catalans, dans lequel elle expose aux habitans de la province les motifs qui ont porté ceux de Barcelonne à s'affranchir d'une autorité incapable ou perfide, pour assurer le salut de la patrie. Cette pièce fait l'énumération des abus généraux à réformer et des abus spéciaux dont la province de Catalogne pouvait avoir à souffrir; elle présente en même tems les améliorations qui sont à réclamer; enfin elle engage tous les Catalans à seconder les Barcelonnais, et elle termine par ces mots : *Vigilance, prudence et vigueur.* »

PAYS-BAS. — *La Haye*, 19 *août.*

On apprend maintenant que S. A. R. le prince d'Orange a reçu, ces jours derniers, de la part des puissances qui se réunissent à Kalisch, une invitation pour assister à cette réunion et aux manœuvres militaires qui vont avoir lieu; mais on assure que S. A. R. ne fera pas usage de cette invitation. Ce sera probablement le prince Frédéric qui se rendra à Kalisch, à la place du prince héréditaire. Il paraît donc que c'est à tort que quelques journaux avaient prêté à S. M. le roi l'intention de faire ce voyage.

S. A. S. le duc de Saxe-Weimar est parti, il y a quelques jours, pour l'Italie, afin d'assister aux manœuvres militaires qui y ont lieu.

Du 21. — On mande de Bréda du 20 de ce mois, que la veille S. M. le roi, qui était arrivé mardi, accompagné de L. A. R. le prince et la princesse Albert de Prusse, au quartier-général de Tilbourg, et qui y avait été reçu par S. A. R. le prince d'Orange, a passé la revue des troupes du camp de Reyen. A onze heures, S. M. est arrivée dans la plaine, accompagnée de S. A. R. le prince généralissime et de L. A. R. le prince et la princesse Albert de Prusse, ainsi que d'un nombreux et brillant état-major.

Après l'inspection, qui a commencé immédiatement après l'arrivée du roi, S. M. est retournée à l'aîle droite et les troupes ont défilé devant elle dans la meilleure tenue et musique en tête. S. M. a quitté le camp à une heure, et l'on croyait qu'elle partirait encore le même jour de Tilbourg, pour se rendre, accompagnée des membres de la famille royale, par Bois-le-Duc et Nymègue, au Loo.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG.

LUXEMBOURG, 26 *août.*

Le 24 de ce mois, la fête anniversaire de S. M. le roi grand-duc a été célébrée conformément au programme arrêté par l'autorité. Dans la matinée, il y a eu grande parade de toutes les troupes de la garnison. A onze heures, une messe en musique, chantée par les élèves des écoles primaires, et un *Te Deum* solennel, ont été célébrés dans l'église St-Pierre, en présence des autorités civiles et militaires. S. Exc. le lieutenant-général président de la commission du gouvernement-général a réuni, dans un banquet, les principaux membres des mêmes autorités, les premiers fonctionnaires, un grand nombre d'officiers de la garnison et des habitans notables de la ville.

— S. M. le roi grand-duc de Luxembourg a nommé M. le général-major Du Moulin, commandant la forteresse fédérale de Luxembourg, commandeur de l'ordre militaire de Guillaume.

— Le *Journal d'Arlon* persiste à considérer comme une faveur l'introduction en franchise de droit de la mécanique à papier continu de Senningen. Il prétend que la remise des droits est facultative, et laissée complètement au libre arbitre du ministère. Donc, continue-t-il, quand le gouvernement accorde cette remise c'est une faveur qu'il distribue d'après les circonstances. C'est une erreur qu'il est facile de relever. La loi exige comme condition unique que la machine introduite soit nouvelle et n'existe pas en Belgique; et puisque l'écrivain arlonnais ne connaît pas ce que dit le rapport de l'ingénieur des mines, il trouvera son appaisement dans un des considérans de l'arrêté royal du 6 janvier 1835 : « Vu le rapport de notre ministre de l'intérieur du 2 décembre dernier, n° 734, d'où il résulte que cette mécanique est *d'une construction*

nouvelle et inconnue en Belgique. » Vous voyez aussi que vos connaissances en industrie étaient en défaut, quand pour prouver qu'il y avait faveur, vous citiez les fabriques de papier continu de Seraing et des environs de Bruxelles, comme existant depuis longtems, et par cela seul comme un motif qui aurait pu déterminer le gouvernement belge à refuser la remise du droit d'entrée.

Cette discussion déjà trop longue, ne tend qu'à prouver que rien ne faisait ni une obligation ni un devoir, à l'établissement de Senningen, d'envoyer de ses produits à l'exposition; aussi le surplus de l'article du journal d'Arlon restera-t-il sans réponse, ainsi que tout ce qu'il lui plairait de publier encore à ce sujet.

— D'après une lettre de Bade, l'attention du public est portée en ce moment sur un projet de réunion du Rhin au Danube à travers la Forêt-Noire. Plusieurs grandes maisons de banque d'Amsterdam, auxquelles sont venues se joindre plusieurs maisons de Bruxelles et entre autres celle de MM. Engler, Brugmann et compagnie, s'occupent de la formation d'une société pour cette entreprise, qui sera dirigée, dit-on, par deux ingénieurs français et anglais. Ce canal sera construit sur une échelle assez vaste, pour que les grands bateaux du Rhin et du Danube puissent alternativement passer d'un fleuve dans l'autre sans transbordement de marchandises; sa longueur sera d'environ 25 milles d'Allemagne.

Outre le but principal qui est la communication des deux plus grands fleuves de l'Europe, ce canal est destiné à l'exportation des produits de la Forêt-Noire, dont les richesses sont considérables en bois, mines, carrières de pierre, marbre et plâtres.

Ce canal, d'un intérêt général pour l'Europe, intéresse particulièrement l'Allemagne centrale; il ne faut donc pas s'étonner de l'enthousiasme avec lequel on parle de sa prochaine exécution.

— « Nous aurons *le Luxembourg moins la dette*, » s'écriait le prophète. Et que nous fait même la dette, quand le *Journal d'Arlon* nous annonce la découverte d'une *mine d'or et d'argent* à Mousny, dans le district d'Ortho! c'est ce qui manquait encore à la Belgique pour être un *Eldorado* quant aux richesses intellectuelles et matérielles.

Une seule crainte alarme encore notre patriotisme: ces deux mines sont-elles bien réellement dans *notre* Luxembourg, et ne se trouveraient-elles pas par hasard dans le rayon de la forteresse?

Si par malheur il en était ainsi, « ombres et mânes de Zonhoven, de Strœybrugghe, de Bauterzem, » aux armes! Courez au pas de charge, conquérir ces mines. Ce trésor vaut mieux que les pommes des Hespérides, qui n'étaient après tout, que des *pommes d'orange*. Ne visez plus au nord, c'est au midi que le *Journal d'Arlon* vous appelle: aux armes! (*Messager de Gand.*)

— On lit dans la partie officielle de la *Gazette d'état de Prusse*, que le directeur-général de la poste, M. de Nagler, a, sur sa demande, reçu sa démission des fonctions de plénipotentiaire prussien auprès de la diète germanique. M. de Scholer, ambassadeur de Prusse à la cour de Russie, a été nommé à ces fonctions. M. de Liebermann, ci-devant ambassadeur à Madrid, a été nommé pour St-Pétersbourg.

Le cours de langue hébraïque, professé à l'athénée, n'a pas été compris au nombre de ceux qui ont figuré à la distribution des prix. Cependant, ce cours facultatif a été suivi, cette année, par quelques jeunes gens, avec beaucoup de succès. Parmi ceux qui se sont le plus distingués, se trouvent les jeunes Moris, Weydert et Weber.

Des fautes typographiques dénaturent quelques phrases du discours inséré au dernier numéro du journal. Voici comment elles doivent être rectifiées:

§ 3, lignes 1 et 2, lisez: *pour relever*, sous le rapport de l'instruction.
§ 7, ligne 20, au lieu de *pères*, lisez: *frères wallons.*
§ 9, ligne 8, lisez: *qui*, *en agissant.*

ANNONCES ET AVIS DIVERS.

AVIS.

MM. les créanciers de la faillite de M. Louis Schloeder, de Feulen, sont invités à se présenter devant les syndics provisoires soussignés, dans le délai de quarante jours, en personne ou par fondés de pouvoirs, à l'effet de déclarer à quel titre et pour quelle somme ils sont créanciers de la faillite; comme aussi pour déposer leurs titres de créances, soit entre les mains des syndics, soit au greffe du tribunal de commerce; le tout conformément à l'article 502 du code de commerce.

MM. les créanciers sont en même tems prévenus qu'il sera procédé devant M. le juge-commissaire, à la vérification et à l'affirmation des créances, le lundi, dix-neuf octobre prochain, à neuf heures du matin, en l'auditoire du tribunal de première instance, à Diekirch.

Diekirch, le 24 août 1835.

Les syndics provisoires de la faillite susdite,
J. Jullet. Hoffman,

FAILLITE VENAND SCLOEDER.

MM. les créanciers de la faillite du sieur Venand Schloeder, ci-devant négociant à Luxembourg, sont prévenus que M. le Président, Juge-Commissaire, ayant clos le procès-verbal de vérification des créanciers, a fixé jour à samedi, 5 septembre prochain, à deux heures de relevée, en la salle d'audience du Tribunal de première instance, pour la réunion des créanciers, à l'effet d'entendre le rapport sur notre gestion, et de procéder ensuite, s'il y a lieu, à la nomination de Syndics définitifs.

Les Syndics provisoires de la Faillite du sieur Venand Schloeder,
A. Schaefer. Ch. Metz. Reuter-Heddesdorf.

CONCOURS

Pour une place de Professeur.

La commission d'instruction de Diekirch informe le public que, le sept septembre prochain, il y aura un concours pour la place de professeur de *français*, *d'algèbre et de géométrie*, vacante à l'école moyenne de cette ville.

Les avantages y attachés sont: *un traitement annuel de* 1200 *francs et un logement de deux chambres.*

Les candidats sont priés de se présenter à l'examen le jour ci-dessus mentionné, munis d'un certificat du chef d'établissement, dans lequel ils ont fait leurs études, ou du bourgmestre de la commune dans laquelle ils étaient domiciliés les six derniers mois.

Diekirch, le 20 août 1835.

AVIS.

Par ordonnance de M. le président de ce tribunal, datée du 4 courant, le notaire Cuno est provisoirement chargé des protocoles et répertoires du notaire Jean François.

Magasin de Chapeaux.

Le soussigné a l'honneur de prévenir les amateurs, qu'il vient de remplacer, par un assortiment de chapeaux et casquettes, du genre le plus nouveau, ses anciennes marchandises qu'il a fait vendre.

Il espère par la bonne qualité et la modicité du prix acquérir de nouveau la confiance des personnes qui voudraient visiter son magasin.

F. Maillard.

VENTE PAR ACTIONS
DE
LA GRANDE SEIGNEURIE
DE
SAMOKLESKI,

ÉVALUÉE A

UN MILLION 375,000 FLORINS,

Valeur de Vienne.

Cette Vente comprend 25,914 gains en argent de fl. 250,000, 20,000, 15,000, 12,000, 10,000, etc., etc.

TIRAGE: LE 15 SEPTEMBRE 1835,

PRIX D'UNE ACTION: 20 FRANCS.

Sur cinq actions prises ensemble, une sixième sera délivrée *gratis;* sur dix une onzième *gratis*, et en sus une douzième *bleue*, gagnant *forcément* et pouvant gagner *jusqu'à onze fois.*

Le Prospectus français qu'on reçoit *gratis*, donne tous les détails désirables.

S'adresser directement à F.-E. FULD,
Banquier et Receveur-général, à Francfort s/M.

Qu'on se le dise!

A LOUER, pour entrer de suite en jouissance, le PREMIER ÉTAGE, garni ou non garni, de la maison n° 138, Grand'rue.

S'adresser au propriétaire, le sieur Haagen, horloger.

In dem hiesigen Garnison-Lazareth kann zu Charpie ectr. geeignete alte Leinwand, in großen und kleinen Partheien bis zu einzelnen Pfunden, gegen Bezahlung von 8 bis 10 Sous pro Pfund, in den Vormittagsstunden, zwischen 8 und 10 Uhr, abgeliefert werden. Die Leinwand muß ganz rein gewaschen, von allen Näthen befreit und darf nicht mit Baumwolle vermischt, auch nicht von grobem Gewebe seyn.

Luxemburg, den 24. August 1835.

Linn, Lazareth-Inspector.

In dem Militair-Casino wird ein junger Mensch zur häuslichen Arbeit gesucht, gegen vortheilhafte Bedingungen.

L. Odernheimer, restaurateur.

LUXEMBOURG. — IMPRIMERIE DE J. LAMORT, PLACE D'ARMES.